

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Franc CFA : pas de dévaluation à l'ordre du jour !

SELON la BEAC, l'évolution de la pandémie de Covid-19 dans la zone d'émission Cemac n'a pas influencé négativement le niveau des réserves de change, qui demeure confortable. Par conséquent, l'éventualité d'une dépréciation de la monnaie communautaire est à écarter.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

A PRES avoir émis, le 27 avril dernier, des craintes sur une éventuelle nouvelle dévaluation du franc CFA, en raison de la chute brutale des cours du pétrole et du ralentissement de l'économie sous-régionale, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) vient de revoir ses prévisions alarmistes.

Dans un communiqué publié le

12 mai 2020, le gouverneur de la BEAC, Abbas Mahamat Tolli, a finalement écarté toute éventualité d'une nouvelle dépréciation de la monnaie communautaire. "Contrairement aux informations diffusées par certains médias, laissant croire à une possible dévaluation du franc CFA, l'évolution de la pandémie Covid-19 dans la zone d'émission n'a pas influencé négativement le niveau des réserves de change, qui demeure confortable", souligne le patron de l'institution bancaire sous-régionale.

La BEAC indique qu'"au 10 mai 2020, les réserves de change de la BEAC se situent à 5 348,8 milliards franc CFA, représentant près de 5 mois d'importations de biens et services, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie de 74,16%".

"Comparées à la situation observée un an plus tôt, lesdites réserves de change, qui s'élevaient à 4 113 milliards au 10 mai 2019, soit un taux de couverture exté-



Des billets de 10 000 francs CFA. Pas de nouvelle dévaluation à l'horizon.

rieure de la monnaie de 63,55 %, ont enregistré une augmentation de 30 %", soutient la BEAC. Avant de souligner : "Au regard de cette évolution, l'on peut se satisfaire de la consolidation des réserves de change de la

Communauté, à la faveur non seulement d'une mise en œuvre efficace des dispositions de la réglementation des changes, en particulier celles relatives aux rapatriements et aux rétrocessions, mais aussi des actions des pou-

voirs publics des Etats membres de la Cémac, soutenus en cela par les partenaires au développement, pour maîtriser les effets de cette pandémie sur la situation économique desdits Etats". Dont acte.

Les avoirs extérieurs nets du Gabon en baisse de 20 % en 2019

MSM
Libreville/Gabon

S ELON les chiffres de la BEAC, les Avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire national sont passés de 600,4 milliards de FCFA à 479,8 milliards de FCFA en décembre 2019, soit une baisse de 20,1%. Cette situation est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-8%) et des banques primaires (-47,9%) pour s'établir, respectivement, à 385,1 et 97,4 milliards de FCFA. De même, le solde du compte d'opérations s'est amélioré de 4,5% à 668,9 milliards de FCFA



Le siège de la BEAC à Yaoundé.

sur la période de référence. En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 3,5 points pour s'établir à 73,89% à fin décembre 2019.

Gabon : la dette publique en hausse de 1,6 % en 2019

MSM
Libreville/Gabon

S ELON les derniers chiffres de la Direction générale de la dette, en 2019, l'encours de la dette publique du Gabon a enregistré une hausse (+1,6%) pour se situer à 5 346,5 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par la hausse du stock de la dette extérieure (+15,2%) à fin décembre 2019. L'augmentation du stock de la dette extérieure est liée à l'accroissement de l'encours de la dette multilatérale (+15,2%) à fin décembre 2019. L'augmentation du stock de la dette extérieure est liée à



Siège de la Direction générale de la dette.

l'accroissement de l'encours de la dette multilatérale (+15,2%) à fin décembre 2019. La baisse de la dette intérieure, quant à elle, provient du repli de toutes les composantes, excepté le marché financier

régional (+39,4%). En somme, le portefeuille de la dette publique se décompose comme suit : 72,5% de dette extérieure (contre 68,9% en 2018) ; 27,5% de dette intérieure (contre 31,1% en 2018).